



# **ORGANISME DE GESTION NOTRE-DAME DU GRANDCHAMP**

ASSOCIATION

97 rue Royale

78000 VERSAILLES

SIREN : 785 150 459

## **Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2025

## **ORGANISME DE GESTION NOTRE-DAME DU GRANDCHAMP**

ASSOCIATION

97 rue Royale

78000 VERSAILLES

SIREN : 785 150 459

A l'Assemblée Générale de l'Association ORGANISME DE GESTION NOTRE-DAME DU GRANDCHAMP,

### **1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ORGANISME DE GESTION NOTRE-DAME DU GRANDCHAMP relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **2. Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **3. Observations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de réglementation » page 9 de l'annexe qui expose les nouvelles dispositions réglementaires appliquées sur l'exercice clos le 31 août 2025 et la présentation des comptes annuels qui en découle.

## **4. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'estimation des produits à recevoir comptabilisés au titre de l'apprentissage mentionnée au paragraphe 5.2 page 14 de l'annexe, ainsi que sur la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **5. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **7. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 6 février 2026.

**A4 Partners**

Commissaire aux comptes



**Florence LENOIR**

Associée

## **Annexe**

### **Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation, et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude, ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

# Bilan



## Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/08/2025	Net 31/08/2024
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs simil...	551 659	492 775	58 884	56 188
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions	38 139 823	25 175 753	12 964 071	14 167 334
Installations techniques, matériels et outillages industriels	2 937 112	2 366 427	570 684	691 052
Autres immobilisations corporelles	2 246 776	1 403 977	842 798	854 933
Immobilisations corporelles en cours	130 576		130 576	2 400
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	272 842	272 842	0	0
Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)</b>	<b>44 278 788</b>	<b>29 711 774</b>	<b>14 567 013</b>	<b>15 771 907</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				19 723
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				19 987
<b>CRÉANCES</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	420	350	70	7 034
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 571 471		1 571 471	2 245 876
<b>VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT</b>				
Actions propres				
Autres titres et instruments de trésorerie	3 676 708		3 676 708	2 915 789
<b>DISPONIBILITÉS ET CHARGES</b>				
Disponibilités	1 238 881		1 238 881	1 753 410
Charges constatées d'avance	105 109		105 109	155 746
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>6 592 590</b>	<b>350</b>	<b>6 592 240</b>	<b>7 117 565</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Écarts de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>50 871 377</b>	<b>29 712 124</b>	<b>21 159 253</b>	<b>22 889 472</b>



## Bilan passif

Postes	31/08/2025	31/08/2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droits de reprise</b>	1 082 844	1 082 844
Fonds propres statutaires	1 082 844	1 082 844
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>RÉSERVES</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	9 764 112	9 764 112
Report à nouveau	1 369 863	799 309
Résultat de l'exercice	422 657	570 554
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	3 151 755	3 255 538
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>15 791 231</b>	<b>15 472 357</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 588 479	4 240 325
Emprunts et dettes financières diverses		10 960
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	776 654	743 578
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	545 360	819 003
Dettes issues de legs		
Dettes fiscales et sociales	362 028	332 495
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	71 887	1 268 942
Autres dettes		1 813
Produits constatés d'avance	23 614	
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>5 368 022</b>	<b>7 417 115</b>
Écarts de conversion - Passif (V)		
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>21 159 253</b>	<b>22 889 472</b>

# Compte de résultat

---

## Compte de résultat

Postes	2024 2025	2023 2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	177 792	119 145
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	10 207 441	4 910 923
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 251 076	7 509 450
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières	45 521	44 980
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	395	108 916
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	43 274	37 949
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>13 725 499</b>	<b>12 731 364</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		1 614
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	5 416 628	4 754 327
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	238 850	154 572
Salaires et traitements	4 116 085	4 018 717
Charges sociales	1 709 553	1 718 849
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 787 910	1 571 548
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux provisions	350	395
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Report des fonds dédiés		
Autres charges	37 647	7 894
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>13 307 023</b>	<b>12 227 916</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>418 475</b>	<b>503 448</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	96 463	131 128
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>96 463</b>	<b>131 128</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions	17 250	16 340
Intérêts et charges assimilées	64 884	70 699
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>	<b>82 134</b>	<b>87 039</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>14 329</b>	<b>44 089</b>

Postes	2024 2025	2023 2024
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT II (I + III - IV)</b>	<b>432 804</b>	<b>547 537</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		31 605
Sur opérations en capital		266 906
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>		<b>298 511</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		258 032
Sur opérations en capital		2 871
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>		<b>260 904</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>37 607</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	10 147	14 590
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>442 951</b>	<b>562 127</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>13 389 305</b>	<b>17 540 448</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>422 657</b>	<b>570 554</b>

# Annexe

---

## ANNEXE

L'OGEC « Organisme de Gestion Notre-Dame Du Grandchamp », dont le siège social est situé 97 rue Royale – 78000 Versailles, a été créé le 30 avril 1969.

### Objet social :

Il a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Il peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, y compris la formation en apprentissage et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

### Nature et périmètre des activités réalisées :

- **Enseignement sous contrat d'association avec l'Etat :**
  - Pré-bac : lycée général et technologique et lycée professionnel
  - Post-bac : classes préparatoires ECT, ECG et DCG et BTS
- **Enseignement hors contrat :**
  - Préparation au DCG et au DSCG
  - Prépa médecine
  - Module AST2 Préparation aux concours grandes écoles proposé aux élèves de l'Université de Saint Quentin en Yvelines et aux élèves du CNAM.
  - Une partie des enseignements de langues au lycée
- **Unité de formation par apprentissage (UFA) :**
  - 4 BTS
  - 3 Licences et 1 Master en partenariat avec le CNAM
  - Préparation au DCG et au DSCG (classes mixtes Apprentissage/formation initiale)
  - CAP et Bac professionnel
- Activités annexes : restauration, sorties-voyages, internat-externé

### Moyens mis en œuvre :

Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 162

Personnel salarié OGEC : 94 ETP

Locaux scolaires : l'activité est exercée à Versailles et sur le site de Montigny-Le-Bretonneux – 7 rue Joël Le Theule.

L'utilisation des bâtiments à Versailles est faite dans le cadre de deux baux à construction d'une durée de 18 et 30 années respectivement, signés avec l'Association Foncière de l'Ile-de-France (AFIF).

Le total du bilan arrêté au 31 août 2025 concerné par la présente Annexe est de 21 159 253 Euros

Le total des produits du compte de résultat s'élève à 13 821 962 Euros

Le résultat net de l'exercice s'élève à 422 657 Euros

L'exercice clos a une période de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Financement de l'apprentissage : Les contrats d'apprentissage sont financés sur la base des coûts branches qui valent pour toute la durée du contrat. Une information est fournie au point 5.2 de l'annexe.

Taxe sur les salaires : Sur l'exercice clos le 31/08/2025, l'OGEC a bénéficié d'un dégrèvement de taxe sur les salaires au titre de la période 2024

Evénements postérieurs à la clôture : NEANT

## **1) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires (règlement ANC n°2022-06 modifiant les règlements ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général et ANC N°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi que le règlement ANC N°2023-03 sur la modernisation des états financiers) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

L'exercice clos a une période de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du changement de réglementation évoqué ci-après.
- indépendance des exercices.

Changement de réglementation : Les nouvelles dispositions réglementaires ont été appliquées pour la première fois aux comptes de l'exercice clos le 31 août 2025. Ce changement de réglementation se traduit notamment par des reclassements au sein des produits d'exploitation, qui concernent les ventes de prestations de services, les concours publics et les subventions d'exploitation, ainsi que des modifications sur l'approche du résultat exceptionnel qui ne comptabilise désormais que des charges et produits liés à un événement majeur et inhabituel.

Un compte de résultat 31/08/2024 retraité de l'application des nouveaux règlements est joint en annexe afin d'explicitier les principaux impacts des reclassements opérés.

## **2) NOTES SUR LE BILAN - ACTIF**

### **2.A - Les immobilisations comptabilisées comprennent :**

1 - Les immobilisations dans le cadre du bail à construction  
gymnase, nouvelle construction et réfection des anciens bâtiments.

2 - Les immobilisations acquises sur financement par Taxe d'apprentissage figurent à l'actif alors que l'état en est normalement propriétaire.

La variation de l'augmentation nette des investissements financés par des subventions de taxe d'apprentissage est affectée en compte de résultat.

Les immobilisations corporelles, notamment les biens immobiliers, ont fait l'objet d'une ventilation par composants selon la préconisation de la FNOGEC, en distinguant les éléments suivants :

- Gros œuvre (structure),
- Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures,
- IGT (chauffage, climatisation, ascenseurs), Electricité-câblage, plomberie,
- Agencements intérieurs.

La disposition relative aux valeurs résiduelles à comparer aux valeurs nettes comptables des bâtiments, considérée comme non applicable, n'est pas prise en compte.

Les amortissements sont désormais calculés sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire.

Les taux d'amortissement habituellement pratiqués et communiqués par la FNOGEC ont été retenus :

- Structure	2,5 %
- Façades, étanchéité, couvertures et menuiseries extérieures	5 %
- IGT	6,67 %
- Agencements intérieurs	6,67 %

Au 31 Août 2025, les immobilisations corporelles comprenaient des travaux en cours pour un montant de 130 576 Euros.

Un tableau des variations des immobilisations et des amortissements est joint (tableau I et II)

### **2.B - Immobilisations financières**

Le compte "Prêts logement" ne comporte que les versements effectués à des organismes et ayant un caractère récupérable.



Compte tenu de l'érosion monétaire, ce poste a fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 100 % de la valeur brute.

## 2.C - Créances familles et autres créances

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale et le cas échéant font l'objet d'une provision pour dépréciation en fonction du degré de leur irrécouvrabilité.

Un tableau de ventilation des créances est joint (Tableau IV)

## 2.D - Provisions pour créances douteuses

Une provision a été effectuée au 31 août 2025 :

- sur les créances familles à hauteur de 350 Euros

Une reprise a été effectuée au 31 août 2025 :

- sur les créances familles à hauteur de 395 Euros

## 3) **NOTES SUR LE BILAN - PASSIF**

### 3.A Fonds associatifs

Le poste « Report à nouveau » a été doté du résultat au 31/08/2024

Un tableau de variation des fonds associatifs est présenté en annexe (Tableau VI).

### 3.B - Subventions d'investissements

Elles correspondent à deux éléments :

1- L'amortissement de la taxe d'apprentissage selon la méthode décrite ci-dessus au point 2.A.2.

2- Les subventions d'investissements reçues pour le financement de la nouvelle construction et pour la rénovation des anciens bâtiments. Elles font l'objet d'un amortissement sur la même durée que les immobilisations :

Subventions nouveau bâtiment	40 ans
Subventions rénovation ancien bâtiment	15 ans
Travaux été 95	15 ans
Travaux CDI	15 ans
Travaux câblage	15 ans
Travaux ravalement	15 ans

Notre Dame du Grandchamp a obtenu deux subventions d'investissements de la Région Ile-De-France pour le Lycée Général et pour le Lycée Technologique et Professionnel pour un total de 296 K€ pour l'aider à financer les travaux de rénovation de l'accueil du 97 rue

Royale et une subvention de 20 K€ de l'Asely pour des travaux de la cuisine et de la chapelle.

### 3.C - Provision pour risques :

#### Contentieux Prud'hommaux

L'OGEC ne fait l'objet d'aucune procédure prud'hommale au 31/08/25 ;

### 3.D - Dettes financières et comptes rattachés

Les dettes financières figurent au bilan pour la valeur en capital restant à rembourser au 31 août 2025.

Un tableau de ventilation des dettes par date d'échéances est joint (Tableau IV)

### 3.E - Congés à payer

Selon l'accord d'entreprise du 5 décembre 2015, les congés payés sont soldés au 31 août de chaque année et, par conséquent, aucune provision n'est à constater à ce titre.

## **4) ENGAGEMENTS HORS BILAN**

### **4.1 - Engagements reçus**

\* Le contrat de bail à construction d'une durée de 30 ans à compter du 01/09/1994 est arrivé à expiration le 30 septembre 2024. Un nouveau bail à construction a été signé en juin 2024 pour une durée de 30 ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024, moyennant un loyer annuel hors taxe de 276 939,60 € révisé de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2024.

\* Contrat de bail à construction pour une durée de 18 ans à compter du 01/10/2011 portant sur la villa Saint Paul – 95 rue Royale – moyennant un loyer annuel de 16 000 €uros indexé sur l'indice du coût de construction et révisable le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

### **4.2 - Engagements donnés**

\* Contrat de bail à construction pour l'utilisation des bâtiments : loyer révisable annuellement en fonction de l'Indice du Coût de la Construction, publié par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 2<sup>ème</sup> trimestre 2024 au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année et pour la première fois à la date d'effet du présent bail. Loyer versé 2024/2025 : 293 156 €uros.

\* Contrat de bail à construction pour l'utilisation de la Villa Saint Paul indexé annuellement au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, loyer versé 2024/2025 : 26 850 €uros.

\* Paiement à échéance des emprunts : capital restant dû 3 569 405 Euros.

- Constructions par l'association sur terrain d'autrui des nouveaux bâtiments.

\* L'emprunt de 993 340 € est assorti d'une garantie : privilège de prêteur de deniers inscrit sur l'immeuble au profit de la banque.

\* L'emprunt de 200 000 € est assorti d'une garantie : hypothèque inscrite au premier rang portant sur l'immeuble au profit de la banque.

- Constructions par l'association sur terrain d'autrui d'un bâtiment destiné à la restauration

\* L'emprunt de 3 596 789 € de la BANQUE POSTALE n'est assorti d'aucune garantie, ni d'engagement.

Cet emprunt a une durée de 11 ans.

- Rénovation du patio

\* Un emprunt a été contracté auprès de la Banque Postale pour un montant de 1 500 000 Euros. Il n'est assorti d'aucune garantie, ni engagement.

Cet emprunt a une durée de 7 ans.

\* Dans le cadre du nouveau bail à construction, l'association « ORGANISME DE GESTION NOTRE DAME DU GRANDCHAMP » s'engage à atteindre pour chacune des années 2030, 2040 et 2050 des objectifs de réduction des dépenses énergétiques soit :

- En réduisant la consommation d'énergie finale, respectivement à chaque décennie, de 40 %, 50 % et 60 %, par rapport à une consommation énergétique de référence qui ne peut être antérieure à 2010 ;
- En atteignant une consommation d'énergie finale fixée en valeur absolue, en fonction de la consommation énergétique des bâtiments nouveaux de leur catégorie.

L'association « ORGANISME DE GESTION NOTRE DAME DU GRANDCHAMP » envisage de procéder à la rénovation des bâtiments et d'effectuer notamment les travaux de réfection du patio central et du gymnase.

## **5) GESTION**

### **5.1 - Investissements taxe apprentissage**

Les investissements en agencements, matériels et logiciels scolaires techniques se sont élevés à 2 495 Euros pour l'exercice clos au 31 août 2025.

## **5.2 - Taxe apprentissage**

Le financement de l'apprentissage par les OPCO comptabilisé au titre de l'exercice 2024/2025 s'élève à 4 154 385 €.

Il correspond au montant des versements déjà effectués par le CERFAL, majoré des produits à recevoir enregistrés pour un total de 1 041 252 €, dont 875 052 € sur les contrats 2024/2025, 160 552 € sur les contrats 2023/2024 et 5 648 € sur les contrats 2022-2023.

Ces montants ont été déterminés sur la base des encaissements provenant du CERFAL perçu sur la période de septembre 2025 à fin novembre 2025, relatifs à ces promotions. Les frais de gestion au taux de 7% ont été provisionnés en charge à payer pour un total de 72 K€.

En raison d'un manque de visibilité lié au changement de méthode dans la collecte de la quote-part de la taxe d'apprentissage, solde de 13 % (anciennement hors quotas) affectée au fonctionnement, aucune provision n'a été comptabilisée à la clôture de l'exercice.

## **5.3 - Cotisation ASELY**

La cotisation versée pour 84 882 Euros correspond à un produit inclus dans les cotisations reçues des élèves.

## **5.4 - Restauration**

A compter de l'exercice 2024/2025 et le changement de prestataire en matière de restauration, une nouvelle méthode de gestion des repas a été mis en place par le biais d'une facturation forfaitaire de frais fixes.

## **5.5 – Honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice pour la certification des comptes s'élève à 20 900 Euros.

## **5.6 – Rattachement des charges et des produits à l'exercice**

Les charges constatées d'avance s'élèvent à : 105 109 Euros

Le total des charges à payer s'élève à : 381 010 Euros

Le total des produits à recevoir à : 1 476 933 Euros

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 23 614 Euros.

## **5.7 – Information sur les subventions**

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (Tableau X)

Depuis la modification du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif par le règlement

ANC N°2022-02 du 11 mars 2022, la définition des concours publics figurant à l'article 142-9 a été revue, pour tenir compte des évolutions du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage :

Art. 142-9 Les concours publics sont des contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions. Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Le financement des formations par apprentissage par les OPCO est désormais inscrit dans la rubrique « ventes de prestations des services » au lieu de « concours publics et subventions d'exploitation ».

### **5.8 – Charges et produits exceptionnels**

Il a été mis en place, par anticipation, le nouveau plan comptable général (règlement ANC 2022-06).

Il en résulte que dorénavant, le résultat exceptionnel intègre uniquement les opérations de produits et charges relatives à un événement majeur et inhabituel.

De ce fait, la quote-part de subvention d'investissement rapportée au compte de résultat a été comptabilisée dans le compte 747000 au lieu du compte 777000. Le montant s'élève à 322 088 Euros.

Certaines opérations qui étaient auparavant comptabilisées en résultat exceptionnels comme par exemple les charges et les produits sur exercices antérieurs, vont devoir être comptabilisées à l'aide de nouveaux compte créés à cet effet.

### **5.9 – Engagements retraites**

A la clôture des comptes annuels au 31/08/25, le montant des engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite a fait l'objet d'une estimation sans pour autant opter pour la comptabilisation d'une provision.

Le montant total ainsi calculé s'élève à 374 919 € se décomposant ainsi :

- Droits : 249 946 €
- Charges sociales : 124 973 €

Le calcul a été fait par rapport au barème fixé par la convention collective en retenant les hypothèses suivantes :

- Taux d'augmentation des salaires 2 %
- Taux d'actualisation 3,5 %
- Age prévu de la retraite 62 ans
- Table de mortalité d'INSEE des années 2003-2005

# COMPTE DE RESULTAT RETRAITE AU 31/08/25

LIBELLES	31/08/2025 (Selon ANC 2022-06 et 2023-03)	31/08/2024 retraitées (Selon ANC 2022-06 et 2023-03)	31/08/24 approuvées (selon ANC 2018-06)
Cotisations	177 792	119 415	119 145
Ventes de prestations de services	10 207 441	9 539 320	4 910 924
Concours publics et subvention d'exploitation	3 251 076	3 237 665	7 509 450
Contributions financières	45 521	54 905	44 980
Reprise et transferts de charges	395	5 287	108 916
Autres produits	43 274	73 554	37 949
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>13 725 499</b>	<b>13 029 875</b>	<b>12 731 364</b>
Achats marchandises		1 614	1 614
Autres achats et charges externes	5 416 628	4 754 327	4 754 327
Impôts, taxes et versements assimilés	238 850	154 572	154 572
Salaires et traitements	4 116 085	4 018 717	4 018 717
Charges sociales	1 709 553	1 718 849	1 718 849
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 787 910	1 571 548	1 571 548
sur actif circulant : dotations aux provisions	350	395	395
Autres charges	37 647	268 799	7 895
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>13 307 023</b>	<b>12 488 821</b>	<b>12 227 917</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>418 476</b>	<b>541 054</b>	<b>503 448</b>
PRODUITS FINANCIERS	96 462	131 128	131 128
CHARGES FINANCIERES	82 134	87 039	87 039
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>14 328</b>	<b>44 089</b>	<b>44 089</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>432 804</b>	<b>585 143</b>	<b>547 537</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-	298 511
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	260 904
<b>RESULTAT EXCEPTIONNELS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>37 607</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES	10 147	14 590	14 590
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>422 657</b>	<b>570 553</b>	<b>570 554</b>

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement							
	Frais de recherche et de développement							
	Donations temporaires d'usufruit							
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	494 370	57 289				551 659	
	Autres immobilisations incorporelles							
	Immobilisations incorporelles en cours							
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
	TOTAL I	494 370	57 289				551 659	
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)							
	Constructions	38 012 924	126 899				38 139 823	
CORPORELLES	Sur sol propre							
	Sur sol d'autrui							
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 877 824	59 288				2 937 112	
	Installations générales, agencements, aménagements	400 311	102 933				503 244	
	Matériel de transport	14 746					14 746	
	Autres immobilisations corporelles	1 620 354	108 433				1 728 787	
	Matériel de bureau et informatique							
	Mobilier							
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses							
	Immobilisations corporelles en cours	2 400	128 176				130 576	
FINANCIERES	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés							
	TOTAL II	42 928 559	525 729				43 454 288	
	Participations et créances rattachées							
	Autres titres immobilisés							
	Prêts et autres immobilisations financières	255 592	17 250				272 842	
	TOTAL III	255 592	17 250				272 842	
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	43 678 521	600 268				44 278 789	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	438 182	54 593			492 775	
	Autres immobilisations incorporelles						
	TOTAL I	438 182	54 593			492 775	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains						
	Constructions	23 845 592	1 330 161			25 175 753	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 186 772	179 655			2 366 427	
	Installations générales, agencements, aménagements	145 892	44 095			189 987	
	Matériel de transport	14 746				14 746	
Autres immobilisations corporelles	Matériel de bureau et informatique	1 019 839	179 406			1 199 245	
	Mobilier						
	Chéptel et immobilisations corporelles diverses						
	TOTAL II	27 212 841	1 733 317			28 946 158	
	TOTAL GENERAL (I + II)	27 651 023	1 787 910			29 438 933	



**TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)**

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :				
	• Incorporelles				
	• Corporelles				
	• Financières	255 592	17 250		272 842
	Stocks et en-cours				
	Créances clients et usagers (familles, élèves)				
	Autres créances	395	350	395	350
	Valeurs mobilières de placement				
	TOTAL	255 987	17 600	395	273 192
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles		350 17 250	395	

**ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)**

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	272 842	17 250	255 592
Autres créances			
Sous-total créances de l'actif immobilisé	272 842	17 250	255 592
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	420	420	
Créances reçues par legs et donations	1 571 471	1 571 471	
Créances sociales et fiscales			
Autres créances (à détailler si besoin)			
Sous-total créances de l'actif circulant	1 571 891	1 571 891	-
<b>TOTAL CREANCES</b>	1 844 733	1 589 141	255 592

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	3 588 479	627 245	2 293 963	667 271	VOIR : 4-2
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					
Emprunts et dettes financières divers					
Sous-total dettes financières	3 588 479	627 245	2 293 963	667 271	
Dettes fournisseurs	545 360	545 360			
Dettes des legs et donations	362 028	362 028			
Dettes fiscales et sociales	71 887	71 887			
Dettes sur immobilisations					
Autres dettes					
Sous-total autres dettes	979 275	979 275	-	-	
<b>TOTAL DETTES</b>	4 567 754	1 606 520	2 293 963	667 271	



**TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)**

<b>Variation des fonds propres</b>	<b>Montant à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>Affectation du résultat</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions ou consommations</b>	<b>Montant à la clôture de l'exercice</b>
Fonds propres sans droit de reprise	1 082 844				1 082 844
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	9 764 112				9 764 112
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Report à nouveau	799 309	570 554			1 369 863
Excédent ou déficit de l'exercice	570 554	422 657	570 554		422 657
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>12 216 819</b>	<b>147 897</b>	<b>570 554</b>	<b>-</b>	<b>12 639 476</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 255 538		318 288	422 071	3 151 755
Provisions réglementées					
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>15 472 357</b>	<b>147 897</b>	<b>888 842</b>	<b>422 071</b>	<b>15 791 231</b>

**TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)**

**1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	12 342 016	318 288		12 660 304
Quote-part virée au résultat	9 086 478	422 071		9 508 549
<b>Montant net figurant au passif du bilan</b>	<b>3 255 538</b>	<b>103 783</b>	<b>-</b>	<b>3 151 755</b>

**TABEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)**

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques					
	Pensions et obligations similaires					
	Gros entretien					
	Autres provisions pour charges					
	TOTAL					
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles					

**TABEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU IX)**

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	cumulées
<b>TOTAL</b>						

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
<b>TOTAL</b>				

**TABEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU X)**

<b>Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)</b>	<b>Exercice N</b>	<b>Exercice N-1</b>
Aides à l'emploi		
Forfaits d'externat	2 357 639	2 341 131
dont forfait Etat	1 000 506	988 664
dont forfait Région	1 357 133	1 352 467
dont forfait Département		
dont forfait Communes et groupements de communes		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
<b>Sous-total concours publics</b>	<b>2 357 639</b>	<b>2 341 131</b>
Subventions État	13 725	43 956
à détailler		
Subventions Régions		
à détailler		
Subventions Départements		
à détailler		
Subventions Communes et groupements de communes		
à détailler		
Autres subventions d'exploitation	460 137	495 966
dont solde de la taxe d'apprentissage (affecté au fonctionnement)	460 137	495 966
dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)		
dont ... (à détailler)		
Report de subventions		
<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>473 862</b>	<b>539 922</b>
<b>Total concours publics et subventions d'exploitation</b>	<b>2 831 501</b>	<b>2 881 053</b>